

Extrait du SNIES

<http://snies.unsa-education.org>

# La santé des élèves : rythmes scolaires

- ACTUS PROFESSIONNELLES -

Date de mise en ligne : jeudi 12 janvier 2012

---

SNIES

---

### La santé des élèves, les rythmes scolaires sont

*Suite aux différentes auditions et débats durant l'année scolaire précédente, un rapport d'orientation « des rythmes plus équilibrés pour la réussite de tous » a été remis. Luc Chatel le 4 juillet 2011.*

#### **Pour l'UNSA Education, la question des « rythmes » n'est pas seulement scolaire**

Les temps de vie des enfants et des jeunes, dans leur diversité, ne sont pas seulement rythmés par l'école, même si les temps scolaires structurent fortement les temps sociaux par leur impact sur les enfants ou les jeunes comme sur leurs familles. Plusieurs « plans » se superposent sans toujours pouvoir s'interpréter harmonieusement. Le temps n'est plus, en raison notamment d'effets de proximité du logement et du lieu de travail, l'organisation des prises en charge des temps « préscolaires » ou « post-scolaires » (garderies du matin ou du soir, centres de loisirs en milieu de semaine) s'inscrivait dans un système pour l'institution scolaire était le centre et le reste périphérique.

Par « école », nous entendons l'ensemble des enseignements scolaires dans leur ensemble et même, s'agissant du lycée, la situation des élèves des classes post-baccalaurat relevant de l'enseignement supérieur (classes préparatoires, sections de techniciens supérieurs).

Les temps familiaux sont beaucoup plus clairs, beaucoup plus distendus. C'est vrai dans les zones urbaines (cf. la rapidité des éloignements domicile activité professionnelle dans les métropoles, pas seulement d'ailleurs dans les conurbations franciliennes ou lyonnaises). C'est également de plus en plus vrai en zone rurale avec l'accentuation des phénomènes de ruralisation.

La prise en charge des temps de vie des enfants et des jeunes par les collectivités et/ou les associations s'inscrit désormais dans une vision plus globale. Les collectivités locales conduisent de plus en plus des politiques éducatives, prenant en compte la dimension scolaire, mais avec un souci de cohérence territoriale incluant le croisement des différents « temps éducatifs » (scolaires, familiaux, sociaux) et la globalité d'une prise en charge incluant des moments d'éducation « non formelle » comme dans le cas de l'éducation populaire ou, hors les apprentissages techniques ou « réglementaires », les structures de prise en charge des activités physiques et sportives. Collectivités et/ou associations interviennent de surcroît en appui des apprentissages sous des formes variées (tutorats, moments d'aide au travail personnel dans des structures d'accueil, associations locales ou appartenant des réseaux fédérés), y compris dans le cadre de partenariats avec l'établissement.

Il est donc indispensable de prendre en compte dans la réflexion l'ensemble de ces dimensions

Concernant les rythmes scolaires, conduire réellement une réflexion globale

La question des rythmes sous le seul angle « scolaires » ne saurait se résumer à la seule question de l'organisation de la semaine scolaire dans l'enseignement primaire. Autrement dit, la question ne peut se réduire au débat sur la « semaine de quatre jours » l'école maternelle et élémentaire – pourtant présente comme incontournable il y a à peine deux ans par le ministre de l'éducation nationale. Le souci de cohérence conduit nécessairement à prendre en compte l'ensemble des enseignements scolaires (de la maternelle au lycée).

Toute réflexion doit prendre en considération les différents rythmes, des rythmes circadiens l'organisation annuelle. Mais on ne saurait faire non plus l'impasse sur l'articulation avec les programmes, leurs contenus, l'organisation du travail des élèves et des enseignants (question qui avait fondé en droit le passage à la semaine de 4 jours en élémentaire mais qui reste, notamment au collège, un des éléments à intégrer la réflexion).

En zone rurale, la question des « transports scolaires » est incontournable : idéal, pour éviter qu'ils n'ajoutent une fatigue excessive aux élèves, serait qu'ils puissent se cantonner à une demi-heure (pour un trajet aller ou retour). On est parfois loin du compte.

Rechercher une approche qualitative du temps scolaire

L'institution scolaire doit s'interroger sur d'autres aspects, avec notamment une « approche qualitative » du temps scolaire. L'école peut être ouverte avant mais il est peu productif de commencer les apprentissages scolaires avant 9h-9h30 jusqu'à 11h et, après-midi de 14h30-15h 16h30-17h. Le temps d'enseignement efficace est limité à 4 heures vers 6-7 ans ; 4h30 vers 10-11 ans. En EPS, ces plages de temps

sont galement les moins « accidentogènes ». La sensibilisation des enseignants ou des responsables de la gestion de emplois du temps cette question permettrait, aussi bien en formation initiale qu'en formation continue, de prendre mieux en compte les rythmes de vie des lves, mme si les contraintes en termes de locaux, d'équipements spcialiss, de gestion des horaires enseignants (en tablissement Public Local d'Enseignement) ou, le cas chant, des intervenants spcialiss dans l'enseignement primaire.

La dure hebdomadaire d'enseignement doit tre la mme pour tous les lves d'un niveau donn.

L'UNSA ducation demande que la dure hebdomadaire d'enseignement obligatoire, y compris toute forme d'aide individualise, n'excde pas 24 heures dans le 1er degr, 27 heures au collge et 30 heures au lyce, tant entendu que s'y ajoute de manire croissante une part de travail personnel. Si la « quantit » est la mme pour tous les lves, une diffrence qualitative est possible et souhaitable au sein de la classe.

Cela induit une rflexion sur les modes de fonctionnement des coles et tablissements, mais aussi sur les programmes ou l'organisation des cursus de formation : c'est bien au travail de l'lv qu'il faut s'intresser et ses acquis rels. Revoir les programmes tous les niveaux permettrait de dgager du temps d'apprentissage, plutt que du temps d'exposition aux savoirs ». Varier les modalits d'apprentissage (cours « traditionnel », travail en groupe, travail personnel accompagn, ateliers...) est aussi important que la dure hebdomadaire ou journalire.

Dans l'enseignement primaire, il conviendrait de remettre plat les programmes de 2008, beaucoup trop lourds traiter dans le temps d'enseignement obligatoire impart, qui est pourtant l'un des plus importants d'Europe en termes de volume horaire.

L'Objet Scolaire Non Identifi qu'est aujourd'hui le collge rend urgente une remise plat qu'ont demande successivement les rapports de la Cour des comptes, Grosperin ou du Haut Conseil de l'Education. En la matire, la question des « rythmes » est une dimension ncessaire, mais ne peut tre le prtexte faire l'conomie d'un examen d'ensemble : entre le « petit lyce » et le collge du socle commun, il est urgent de trancher et de tirer toutes les consequences de ce choix.

Au lyce, la question de la lourdeur des emplois du temps, en partie lie avec la multiplication des options, a t pose. La rforme du lyce, en cours de mise en uvre a permis d'enregistrer des avances par l'inclusion dans le temps scolaire obligatoire de deux heures d'accompagnement personnalis.

### Mnager d'autres temps

Le temps de dtente, temps ludique ou de repos est respecter chez l'enfant. Il est diffrencier des temps sportifs, activits d'enseignement part entire. L'alternance entre le mouvement et l'immobilit est indispensable pour une croissance harmonieuse. La rcration qui est souvent une explosion motrice a des vertus diffrentes de la sance dirige d'activits physiques : l'une ne peut pas remplacer l'autre, les deux sont ncessaires quotidiennement pour assurer le dveloppement moteur correct de l'enfant. Bibliothque, salle de jeux, cafria pour les lycens, peuvent tre des lieux de dtente autres que la cour de rcration.

Un adulte ne peut pas avoir une activit physique ou intellectuelle soutenue sans se reposer rgulirement. Chez les enfants, ce besoin est major par le fait qu'ils sont en situation quasi permanente d'apprentissage. La mise en place de moments de repos amliore le rendement du travail et plusieurs pauses courtes sont plus avantageuses qu'une seule pause longue.

Le temps de pause de djeuner est important prserver. La pause djeuner « la franaise » (repas complet au djeuner) est favorable la prvention de l'obst (inverse du modle anglo-saxon du sandwich en une demi heure). La prise de repas dans des conditions acoustiques amliores (salles pas trop grandes, nombre d'lves limits) peut permettre de limiter la fatigue lie au bruit.

### Tenir compte des chocs du pass, mesurer les craintes du prsent

L'organisation de l'anne sur la base du rythme 7/2 (sept semaines de classe, deux semaines de cong) avait fait l'objet d'un trs large accord des acteurs, notamment au sein du Conseil Suprieur de l'Education, mais a but sur le lobbying de l'industrie touristique au nom des stations de sports d'hiver bien que cela ne concerne qu'un faible pourcentage des enfants et des jeunes. Malgr quelques rafistolages ultrieurs, l'anne reste dsquilibre.

La « reconqute du mois de juin » dans les tablissements publics locaux d'enseignement s'est traduite par des dgts collatéraux concernant les affectations des lves.

Pour l'avenir, le débat ne saurait reposer sur des abandons de mission. C'est une crainte réelle qui trouve sa source dans la politique de suppressions massives d'emploi dans la fonction publique (en 2011 encore, l'éducation nationale supportera la moitié des 32 000 emplois de fonctionnaires prévus par la loi de finances initiale).

Les « expérimentations » sur le principe classe le matin/sport l'après-midi connaissent la spécificité des apprentissages et compétences de l'éducation physique et sportive. On n'est pas seulement dans la pratique, les activités physiques et sportives qui s'effectuent dans le cadre du « sport civil ». Cette situation est perçue comme une menace, une remise en cause de la mission éducative de l'établissement par transfert aux collectivités, qu'il s'agisse de l'EPS, comme mentionné ci-dessus, comme des disciplines artistiques. Il n'est d'ailleurs pas certain que, dans le contexte présent, les collectivités acceptent aisément un transfert de ce type.

En outre, l'hypothèse d'un changement généralisé de rythme apparaît peu évidente pour des raisons qui tiennent notamment aux locaux ou équipements, sauf risquer d'accentuer très fortement les inégalités territoriales. Dans ces conditions, la multiplication d'effets d'annonce sans lendemain conduit à rendre douteuse toute idée de changement.

La question des rythmes est devenue plus complexe

La question n'est pas seulement de savoir quand les enfants ou les jeunes sont « libres », mais ce qu'ils peuvent faire de ce temps libre : on n'est pas seulement dans la théorie des rythmes, mais dans la vraie vie, celle où, y compris les possibilités d'adaptation des temps scolaires dans le cadre de l'institution, sont remises en cause par une politique continue de suppressions d'emplois et où, hors de l'institution scolaire, le mouvement associatif souffre à la fois de contraintes budgétaires et d'une logique d'instrumentalisation court-termiste qui, notamment sur cette question, se prête mal à l'organisation de partenariats de longue durée.

En outre, nous ne sommes plus en 1980 où on pouvait considérer qu'il y avait l'école et ce qui était autour : le « post- ou préscolaire », typologiquement parlant (cf. partie I). Les collectivités locales sont des partenaires part entière et entendent être respectées en tant que telles. Or elles ont très souvent chaudes par des abandons brutaux de l'établissement (Aménagement des Rythmes de Vie des Enfants et des Jeunes, contrats éducatifs locaux...) et soumis des incertitudes fortes portant à la fois sur leur perspectives de financement (réforme de la fiscalité locale) comme sur leurs marges d'action (mise en cause de la clause de compétence générale). En tout état de cause, les collectivités qu'elles soient sont de moins en moins des acteurs passifs des politiques de l'établissement et, de moins en moins, elles accepteront de jouer un rôle de substitution pour des politiques qu'elles n'auraient pas contribué à définir ou cohérent avec le projet local, et pour lesquelles l'établissement ne s'engagerait pas fermement dans la durée en termes de moyens : or nul n'ignore la réalité du débat budgétaire à tous les niveaux.

### L'avis de l'UNSA Education

La fédération UNSA éducation fait preuve d'un scepticisme certain (mais hélas raisonné !) sur le caractère opératoire d'une réflexion ne portant que sur un élément, certes important mais néanmoins partiel, d'un champ complexe qui doit prendre en compte le point de vue de l'ensemble des acteurs : ceux de la communauté scolaire, certes, mais aussi les collectivités, le mouvement associatif et même d'autres partenaires institutionnels (on peut songer à la Caisse Nationale Allocations Familiales)...

Si la question des rythmes a des répercussions globales, une modification de ceux-ci et plus particulièrement des rythmes scolaires interagit avec les autres éléments du système sans que l'impact en ait été forcément analysé au-delà de l'impact immédiat et visible du changement sur la question du temps scolaire.

Alors : impossible réforme ? Oui et non :

Oui, parce qu'il n'y aura pas de « grand soir des rythmes scolaires » pas plus qu'il n'y aura de « grand soir de la réforme du système éducatif » et que la question des rythmes n'est pas, au sein de ce système, un « objet autonome » indépendant du reste ;

Non, parce que des évolutions sont possibles, avec le souci premier du bien-être des enfants et des jeunes, la triple condition que ce soit :

Une réforme préparée avec l'ensemble des acteurs (internes ou externes : éducation nationale, dans le cadre d'un débat qui aura pu s'approprier, pour sa part, la communauté éducative et, pour ce qui nous concerne en tant qu'organisation syndicale, l'ensemble des personnels ;

Une réforme opérée en toute clarté, notamment avec les partenaires de l'école que peuvent être les collectivités ou les associations dans le cadre de politiques éducatives cohérentes et prennes ;

Une réforme qui ne se focalise pas sur un « objet médiatique » dans un souci premier de communication institutionnelle ou avec d'autres fins que celles annoncées. La situation de défiance qui existe aujourd'hui dans le système éducatif ne contribue pas à lever cette hypothèque.

Le Ministre annonce une « consultation des partenaires de l'école...c'est-à-dire les organisations syndicales, les associations de parents d'élèves, les représentants des collectivités et des professionnels des différents secteurs » dès la prochaine rentrée scolaire, afin que les premières orientations puissent être annoncées l'automne », annonce encore Luc Chatel. Les premières mesures pourraient intervenir à la rentrée 2013.

Le comité de pilotage a d'ores et déjà lancé quelques pistes de réflexions.

Organisation de la journée

L'amplitude horaire journalière serait de sept heures au moins, huit heures 30 pour ceux qui ne rentrent pas déjeuner chez eux » et des « horaires d'entrée et de sortie fixes et réguliers. La durée des cours serait de cinq heures par jour : l'école élémentaire, les 6<sup>ème</sup>, les 5<sup>ème</sup>, six heures pour les 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> ». La pause méridienne ne pourrait être inférieure à une heure trente.

Selon Montagnier, chronobiologiste, "au CP comme au CE1, quatre heures c'est largement suffisant... Au collège cela ne doit pas dépasser six heures et au lycée sept heures".

Organisation de la semaine

La semaine serait d'au moins neuf demi-journées. C'est le retour du mercredi matin ou du samedi matin travaillé pour les écoles du premier degré. L'Académie de médecine dans un rapport de janvier 2010 préconise cette répartition hebdomadaire.

Organisation de l'année

L'année serait de 38 semaines (au lieu de 36 actuellement), répartie en 5 périodes de sept à huit semaines.

Toutes les petites vacances seraient de deux semaines sauf éventuellement celles de printemps ramenées à dix jours pour obtenir le pont du weekend de l'Ascension.